

Brochure n° 3103

Convention collective nationale

IDCC : 2121. – ÉDITION

AVENANT N° 13 DU 27 OCTOBRE 2014

À L'ANNEXE III RELATIF AU RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RETRAITE

NOR : ASET1550022M

IDCC : 2121

PRÉAMBULE

Le présent avenant règle les rapports de travail entre l'employeur et le personnel des entreprises relevant du champ d'application tel que défini à l'article 1^{er} de la convention collective nationale de l'édition.

Il a pour objet de modifier certaines des dispositions de l'annexe III de la convention collective nationale.

Article 1^{er}

Modification de l'article 5 e du titre II, D, de l'annexe III

Dans l'annexe III, titre II, D, article 5 en son e, la référence au principe de solidarité intergénération est retirée et remplacée par la référence à un système de retraite supplémentaire à cotisations définies relevant de l'article 83 du code général des impôts dont les droits sont exprimés en euros.

Ainsi, la deuxième phrase de l'article 5 e est rédigée comme suit :

« Ce régime supplémentaire de retraite est un système de retraite à cotisations définies dont les droits sont exprimés en euros, relevant de l'article 83, 2°, du code général des impôts, qui a pour objet l'acquisition et la jouissance de droits viagers, et auquel les bénéficiaires sont affiliés à titre obligatoire. »

Les autres dispositions de l'article 5 e demeurent inchangées.

Cette modification prendra effet le 1^{er} janvier 2014.

Les parties au présent accord attirent par ailleurs l'attention des entreprises sur le fait que cette modification pourra nécessiter une adaptation des actes (accords, décisions unilatérales ou autres) existant dans les entreprises.

En outre, les parties invitent les entreprises à informer leurs salariés de la nature et des conséquences de la présente modification.

Article 2

Durée. – Révision. – Dénonciation. – Dépôt

Le présent avenant obéit aux mêmes dispositions en matière de durée, de dénonciation et de révision que la convention collective (art. 2 de la convention collective de l'édition).

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail. La partie la plus diligente remet également un exemplaire de l'accord au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion. En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Le présent accord prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014.

En même temps que le dépôt effectué dans les conditions ci-dessus définies, les parties signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires pour en obtenir l'extension.

Fait à Paris, le 27 octobre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNE.

Syndicats de salariés :

CFDT livre ;

F3C CFDT ;

SNPELAC CFTC ;

FFSCEGA CFTC ;

SNELD CFE-CGC ;

FCC CFE-CGC.